

Pour cette **édition 2019 de la journée annuelle du réseau rural Auvergne-Rhône-Alpes**, Cap Rural explorera comment "communs" et "biens communs" réinterrogent les enjeux des territoires ruraux sous le prisme du développement local. Avant le rendez-vous du **6 septembre à Monistrol-sur-Loire (43)**, Cap Rural diffuse avec *Transrural Initiatives* des informations pour découvrir ce sujet, riche et complexe.

Les raisons du retour des communs

Une interprétation très large de cette notion

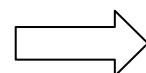
Frédéric Wallet, économiste à l'Inra/AgroParisTech, a étudié ce sujet à la lumière de l'économie géographique, notamment dans le cadre du projet BISCOTE (Biens COMMuns et TERRitoire) et en partant de deux questions :

- Qu'est-ce que "le succès" de cette notion de communs apporte au développement local et à leurs acteurs ?
- Qu'est-ce que le corpus de l'économie géographique peut apporter à la notion de communs ?

"Nous avons étudié sur les territoires, non pas ce que l'on considère comme des communs en économie, mais les personnes et initiatives qui revendiquent une participation à ce mouvement des communs. Il y a beaucoup d'acteurs différents et une interprétation très large de cette notion, jusqu'à observer une forme de « commons washing »", explique Frédéric Wallet.

"Dans l'urbain, les formes de communs analysées sont très diverses. Ils peuvent par exemple être immatériels. Il y a aussi des spécificités dans leur gestion, avec des communautés de tailles très différentes, qui peuvent être très hétéroclites, précise Frédéric Wallet. La question de la valorisation de ces ressources, par exemple des données numériques, est très présente. Souvent liées à des besoins résidentiels ou de services, ces initiatives donnent régulièrement lieu par la suite à un projet professionnel.

Ces caractéristiques sont très différentes des communs décrits traditionnellement en économie, notamment par Elinor Ostrom, plutôt liés à des ressources naturelles gérées par des communautés homogènes."



D'après ses recherches, ce retour des communs peut s'expliquer de plusieurs manières, qui le plus souvent s'imbriquent :

- La première hypothèse serait l'existence d'un mouvement qui se développe face à la violence du modèle capitaliste. Des personnes qui n'ont pas les ressources financières vont construire des initiatives pour accéder autrement à des biens et services, par exemple avec l'habitat partagé.
- La seconde serait une volonté de proposer des biens et services qui ne seraient pas produits par les mécanismes de marché ou l'action publique, par exemple l'ouverture d'un café associatif et culturel en milieu rural.
- La troisième dépendrait d'un mouvement, plus militant et inclusif, qui s'inscrit dans une opposition, une concurrence au tout marché. C'est l'exemple de l'internet libre et collaboratif.
- La quatrième hypothèse serait une volonté de valoriser les ressources locales existantes.

"Les hypothèses seraient sûrement un peu différentes pour les zones rurales où la question de ressources naturelles est plus présente, remarque Frédéric Wallet. On observe par exemple une forte préoccupation liée aux services éco-systémiques, la peur de perdre ou de détruire ces ressources."

En résumé, quelles raisons peuvent expliquer le retour des communs ?

La recherche de nouveaux modes de gestion des ressources peut répondre à une volonté de protéger ou de valoriser des communs ou encore de proposer des alternatives au marché pour accéder à des biens ou services.

Le développement d'un mouvement autour du concept de communs témoigne d'une évolution de la façon dont la société veut s'emparer des modes de gestion et de valorisation des ressources territoriales, notamment en impliquant davantage de parties prenantes telles que les citoyens. Ces communs peuvent également constituer une réponse aux crises économique, sociale et environnementale.

Fabrice Burgnot, *Transrural Initiatives*, juin 2019

En 1 clic : [toutes les informations sur Innov'Rural 2019](#)